

## Faits saillants en 2004

En 2004, Inter Pares a consacré plus de 5 millions \$ à soutenir le travail de nos homologues en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Voici un aperçu de ces activités. Vous trouverez de plus amples détails sur le site Web d'Inter Pares [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca).



Claudine Sauve

## Afrique

- Au Soudan, Inter Pares a aidé le *Gender Center for Research and Training* à promouvoir les droits des femmes, ainsi que leur participation politique à la lutte pour la paix et la démocratie. En 2004, le Centre a élargi son programme *Engendering Democracy* afin d'offrir aux participant(e)s une formation sur les notions théoriques reliées à la démocratie et l'analyse sexospécifique, et favoriser la participation de toutes les Soudanaises à l'avènement d'un avenir démocratique pour le Soudan.
- Au Mali, en Afrique de l'Ouest, Inter Pares a aidé notre homologue ACORD Sahel (Association de coopération et de recherches pour le développement), à former une coalition nationale pour combattre l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) en agriculture. Rassemblant 24 associations et regroupements locaux et nationaux, la coalition réclamera un moratoire de cinq ans sur les OGM au Mali, afin de permettre une étude approfondie de leur impact éventuel sur les pratiques agricoles traditionnelles et les moyens de subsistance.
- En mai 2004, un membre de l'équipe d'Inter Pares s'est jointe à notre homologue de Guinée-Bissau, Tiniguena, et à plus de 200 représentant(e)s villageois(e)s des îles Formosa, Nago et Chedia à l'occasion de la 3<sup>e</sup> Assemblée Urok. Cette rencontre spéciale avait pour but d'adopter un plan de gestion favorisant l'utilisation durable des ressources naturelles des îles Urok. Axé sur les pratiques et connaissances ancestrales du peuple Bijagos et fruit de trois ans de travail, ce plan constitue un modèle participatif de planification de la gestion durable dont pourront s'inspirer d'autres zones côtières en Afrique de l'Ouest.
- Avec l'appui d'Inter Pares, *Third World Network Africa* (TWN-Africa) a mis sur pied – et coordonne maintenant – l'*African Initiative on Mining, Environment and Society* (AIMES). Ce projet novateur rassemble des organisations de la société civile de toute l'Afrique impliquées dans le plaidoyer en rapport avec les activités minières. AIMES a joué un rôle déterminant dans le développement et la consolidation d'une position pan-africaine dans le domaine, en réaction à la Revue des industries extractives (EIR) de la Banque mondiale. En 2004, TWN-Africa a réuni 18 organismes de 12 pays, dont le Canada, pour exiger que la Banque mondiale cesse de financer les industries d'extraction tant que l'on n'aura pas établi des mécanismes adéquats et transparents pour les prêts, et tant que l'on n'aura pas réglé la question des dommages causés aux économies nationales, aux collectivités locales et à l'environnement.
- En avril 2004, Inter Pares a accueilli une délégation de quatre collègues africains d'ACORD. Pendant son séjour au Canada, l'équipe d'ACORD a rencontré des représentants du gouvernement, des amis et donateurs d'Inter Pares, des groupes de défense des droits de la personne, des fondations, ainsi que d'autres ONG canadiennes. La visite a permis à ACORD de participer aux discussions sur la politique étrangère du Canada dans le cadre du Forum Afrique-Canada, de renforcer ses liens de longue date avec des collègues canadiens et d'en nouer d'autres avec de nouveaux partenaires. Cette heureuse rencontre vient couronner quelque 30 années de solidarité et de collaboration entre Inter Pares et ACORD.

## Asie



Philip Gaim

• En Malaisie, Inter Pares a aidé le *Chin Refugee Committee* à offrir assistance juridique et protection aux travailleurs migrants «illégaux» fuyant la dictature au pouvoir en Birmanie. Dans plusieurs pays comptant un grand nombre de réfugiés birmans – Thaïlande, Inde, Bangladesh, Chine et Malaisie – Inter Pares a consacré en 2004 plus de 1,5 million \$ à l'aide humanitaire et aux programmes destinés aux réfugié(e)s.

- Aux Philippines, Inter Pares a soutenu le travail réalisé par Tricom avec plus de 12 000 autochtones de l'île de Mindanao. Le but de Tricom est de préserver les terres ancestrales des peuples autochtones au profit des générations futures. Le personnel de Tricom a aidé les collectivités à produire les documents prouvant l'occupation immémoriale des terres par leurs ancêtres afin d'en obtenir les droits fonciers.
- Au début 2004, un membre de l'équipe d'Inter Pares s'est jointe aux quelque 100 000 personnes réunies à Mumbai, en Inde, à l'occasion du Forum social mondial (FSM), le plus grand rassemblement international de l'histoire de militant(e)s pour la paix, les droits de la personne et la justice sociale. Avec l'appui déterminant de l'homologue

d'Inter Pares, *Focus on the Global South*, le FSM a été l'occasion unique de débattre des tendances mondiales sur le plan social et économique.

- Inter Pares a continué de soutenir la lutte menée par les organismes de réfugiées contre la violence sexuelle perpétrée par la junte militaire en Birmanie. En 2004, la *Karen Women's Organization* et la *Women's League of Burma* ont tenté de révéler l'horreur que vivent les femmes en publiant des rapports sur la façon dont la junte utilise le viol en tant qu'arme de guerre. La KWO et la WLB ont également offert à leurs membres une formation sur les diverses méthodologies de recherche, et appuyé la mise sur pied de services destinés aux femmes ayant subi un traumatisme.

## Amérique latine



Pedro Isztin

• En Colombie, Inter Pares et le *Project Counselling Service* (PCS) ont soutenu des associations locales de personnes déplacées à l'intérieur du pays, touchant plus de 4000 personnes des quartiers les plus pauvres de la ville de Bucaramanga. Notre appui a permis à ces groupes d'élaborer et de présenter des propositions en matière de logement, d'emploi et de service d'eau afin de les intégrer aux plans de développement régional. En 2004, Inter Pares a consacré plus de 1 million \$ au renforcement des capacités des populations déplacées à

l'intérieur du pays et à d'autres projets destinés à parer au conflit en cours en Colombie.

- Au Nicaragua, Inter Pares a appuyé un processus d'organisation communautaire triennal en vue d'obtenir l'accès légal aux terres de 14 de Febrero, un bidonville de Managua. En 2004, la collectivité a obtenu les titres des terrains qu'elle occupe. En accordant des titres de propriété aux femmes chefs de famille, c'est la première fois que la loi reconnaît de manière officielle leur droit à la propriété foncière.
- Au Guatemala, des survivant(e)s et des témoins de communautés rurales autochtones ont porté des accusations conjointes de génocide contre deux anciens dictateurs. Devant les menaces de mort de plus en plus fréquentes à l'endroit de témoins et d'avocats, Inter Pares a aidé le *Guatemala-Canada Solidarity Network* et le Projet

Accompagnement Québec-Guatemala à former des accompagnateurs spécialisés en droits de la personne afin de protéger la vie des personnes engagées dans ce processus.

- Au Pérou, Inter Pares et PCS ont collaboré avec des organismes de la société civile, des universités nationales et le gouvernement régional au développement d'un projet novateur : le premier programme couronné d'un diplôme offert aux organisateurs communautaires de Huancavelica, l'une des régions les plus durement frappées par les massacres, la torture et les disparitions pendant la guerre. Le programme a permis aux participant(e)s d'approfondir leurs connaissances sur le gouvernement local, les droits de la personne, ainsi que les aspects techniques de la planification du développement.

Ce travail a été réalisé grâce à l'appui de milliers d'individus et d'institutions d'un bout à l'autre du Canada, et grâce à l'aide financière du gouvernement canadien, accordée par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Inter Pares est profondément reconnaissant de la confiance et du soutien dont cela témoigne.